

CONSEIL SUPERIEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE DE L'ETAT

COMMISSION STATUTAIRE

Mercredi 11 Juin 2014

RAPPORT DE PRESENTATION

PROJET DE DECRET MODIFIANT LE DECRET N°82-453 DU 28 MAI 1982 RELATIF A L'HYGIENE ET A LA SECURITE DU TRAVAIL AINSI QU'A LA PREVENTION MEDICALE DANS LA FONCTION PUBLIQUE

L'accord sur la santé et la sécurité au travail dans la fonction publique, signé le 20 novembre 2009, a constitué une première étape en termes de rénovation de la politique des employeurs publics en matière de protection de la santé et de la sécurité des agents et d'amélioration de leurs conditions de travail. Cet accord comprenait 15 mesures dont une action d'évaluation et de prévention des problèmes de santé liés aux risques psychosociaux.

Les développements donnés à ces travaux ont conduit à une nouvelle négociation avec les organisations syndicales, conclue par la signature d'un protocole d'accord relatif à la prévention des risques psychosociaux (RPS) dans la fonction publique, le 22 octobre 2013.

Lors des discussions, plusieurs sujets débordant de la seule question de la prévention des risques psychosociaux ont été identifiés ; ils se sont traduits par l'inscription, en annexe du protocole, de mesures liées d'une part au renforcement des moyens accordés aux membres des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT), et d'autre part, aux moyens des services de médecine de prévention.

Certaines de ces mesures appellent une traduction réglementaire pour certains des versants de la fonction publique. Le présent projet de texte concerne la modification du décret n° 82-453 du 28 mai 1982, pour le versant de la fonction publique de l'Etat.

Les modifications proposées et inscrites dans le projet de décret joint poursuivent donc trois objectifs :

- Accroître le vivier de recrutement des médecins de prévention en donnant la possibilité aux services de médecine de prévention d'accueillir des collaborateurs médecins conformément aux dispositions introduites dans le code du travail par la loi n°2011-867 du 20 juillet 2011 relative à l'organisation de la médecine du travail ;
- Mettre en place une procédure contraignante en cas d'absence de réunion des CHSCT pendant 9 mois ;
- Améliorer les moyens en temps accordés aux membres des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.

1 - Dispositions modifiant le titre III relatif à la médecine de prévention

Dans un contexte où l'amélioration et la prévention des conditions de travail, de la santé et de la sécurité au travail représentent un enjeu primordial, il devient urgent de trouver des solutions concrètes permettant de pallier la pénurie de médecins de prévention dont souffre l'ensemble de la fonction publique et de donner les moyens aux services de médecine de prévention d'accomplir leurs missions. Les dispositions de la réforme engagée par la loi du 20 juillet 2011 relatives à l'accueil de collaborateurs médecins peuvent être transposées à la fonction publique. Il a donc été jugé opportun de modifier le décret n°82-453 du 28 mai 1982 *relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention*

Adresse administrative : 139, rue de Bercy 75572 PARIS CEDEX 12

Téléphone : 0140 04 04 04 - Télécopie : 01 55 07 42 96 - www.fonction-publique.gouv.fr

médicale dans la fonction publique, afin d'y intégrer, sans attendre, cette mesure. En effet, le statut de collaborateur médecin implique le suivi d'une formation alternant formation universitaire et formation sur le terrain encadrée par un médecin de prévention « tuteur ».

Les formations ouvrant au diplôme interuniversitaire « *pratique médicale en santé au travail pour la formation de collaborateurs médecins* » commençant dès le mois de septembre 2014, il est nécessaire d'introduire ces dispositions dans le décret du 28 mai 1982 afin de permettre aux médecins candidats à une reconversion vers la médecine du travail, de s'inscrire, dans les temps, à cette formation diplômante.

Afin d'anticiper d'éventuelles modifications du code du travail, l'**article 2** du projet de décret renvoie explicitement à ce dernier, afin de se caler, en la matière, sur la réglementation applicable dans le secteur privé.

Des réflexions plus structurelles, pouvant amener à de nouvelles modifications du décret du 28 mai 1982, seront menées avec les organisations syndicales, dans le cadre de l'agenda social 2014, sur la base des conclusions de la mission confiée aux services d'inspection générale (mesure 3 de l'annexe 2 du protocole RPS) attendues pour le mois de juillet 2014.

2 - Dispositions modifiant le titre IV relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT)

Deux mesures sont également prévues en annexe 1 de l'accord RPS concernant les moyens des CHSCT. La première consiste à introduire une voie de recours à l'initiative des représentants du personnel quand le CHSCT n'a pas été réuni depuis neuf mois. La seconde est un barème de crédit de temps accordé aux membres des CHSCT. Ce barème tend à rapprocher les moyens horaires des représentants du personnel de ceux prévus par le code du travail, une fois prises en compte les différences structurelles, liées à la composition de ces instances, entre les CHSCT de la fonction publique et ceux du secteur privé.

- **Absence de réunion du CHSCT**

La mesure 3 de l'annexe 1 du protocole d'accord relatif à la prévention des RPS a pour ambition de conforter le rôle des CHSCT. A ce titre, l'orientation 3.1 prévoit « *qu'en cas d'absence de réunion du CHSCT sur une période d'au moins neuf mois, une possibilité de saisine de l'inspecteur santé sécurité au travail (ISST) par les représentants du personnel puis de l'inspection du travail par l'ISST en second recours, sera ouverte* ».

L'**article 3** du projet de décret vient donc modifier l'article 69 du décret du 28 mai 1982 en ce sens, en renvoyant à l'application de la procédure décrite à l'article 5-5 dudit décret en cas d'absence de réunion d'un CHSCT pendant une période d'au moins 9 mois.

- **Formalisation et amélioration des moyens en temps des membres titulaires et suppléants des CHSCT**

La mesure 1 de l'annexe 1 du protocole d'accord relatif à la prévention des RPS prévoit la création d'un temps syndical permettant l'exercice des fonctions des membres des CHSCT. Ces moyens en temps sont composés, d'une part, des autorisations spéciales d'absence de l'article 15 du décret n° 82-447 du 28 mai 1982 *relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique*, pour les réunions des instances, et, d'autre part, d'un temps spécifique, pour l'exercice des missions des CHSCT, proportionné aux effectifs couverts par les instances ainsi qu'aux compétences dévolues à celles-ci. Ce temps syndical peut être majoré si des enjeux particuliers, en termes de risques professionnels, le justifient, ou, pour les CHSCT couvrant un grand nombre de sites dispersés sur au moins deux départements. Il est utilisé sous forme d'autorisations d'absence d'une demi-journée minimum, sous réserve des nécessités du service. L'accord prévoit qu'un arrêté ministériel peut déterminer un barème horaire de conversion de ce crédit de temps en heures pour tenir compte des conditions d'exercice particulières des fonctions de certains personnels. Il prévoit également que chaque membre d'un CHSCT puisse renoncer à tout ou partie de son crédit de temps au profit d'un autre membre de ce même comité ayant épuisé son crédit de temps.

L'article 4 du projet de décret modifie l'article 75. Il aligne le périmètre des autorisations d'absence sur celui prévu par le code du travail, en en excluant les visites prévues par l'article 52. Ces visites entrent en effet désormais dans le champ des missions exercées par les membres des CHSCT au titre d'un nouveau crédit de temps spécifique créé par l'article 5 du projet de décret.

L'article 5 crée en effet un nouvel article 75-1 pour instaurer un nouveau crédit de temps permettant aux membres des CHSCT et à leurs suppléants de remplir les missions dévolues à ces instances.

Il renvoie à un arrêté des ministres de la fonction publique et du budget le soin de fixer les barèmes de temps accordé aux membres des CHSCT eu égard aux effectifs couverts et aux compétences des instances, ainsi que le sur-barème accordé aux CHSCT présentant des enjeux particuliers en termes de risques professionnels ou dispersés sur plusieurs départements. Il précise à ce titre que la liste des CHSCT éligibles à ce sur-barème sera fixée par arrêté ministériel.

Enfin, l'article ouvre la possibilité, par arrêté ministériel, d'une conversion en heures du barème ainsi que d'un transfert de crédit de temps au sein d'un même CHSCT, entre membres dont l'un aurait épuisé son crédit de temps annuel.

L'article 6 du projet de décret précise quant à lui que l'entrée en vigueur des dispositions de l'article 5 ne fait pas obstacle au maintien de barèmes de crédits de temps en vigueur à cette date dans les administrations et supérieurs aux barèmes résultant de l'application de ces dispositions.